



Inde : une administration publique en mouvement : Smart Cities, virage digital, lutte contre la corruption et réforme fiscale à l'ordre du jour

L'Inde a connu une croissance de 7,3 % du PIB en 2015, chiffre qui pourrait être dépassé en 2017 (prévisions de 7,5 %¹) ce qui ferait de l'économie indienne « la plus dynamique du monde ». Dans le même temps, le déficit budgétaire est passé sous la barre des 4 % du PIB. Ces très bons indicateurs macroéconomiques cachent une réelle pauvreté et une société inégalitaire : près de 25 % de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, le niveau du PIB par habitant reste faible, et la moitié des enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition².

Le gouvernement, dirigé par Narendra Modi, s'est engagé dans une vaste politique de réformes à « forte visibilité », afin de favoriser le développement du pays, comme « Make in India » (transfert de technologie et fabrication en Inde), « Smart Cities » (restructuration urbaine et développement propre) ou « Digital India » (accès au numérique)³. Plusieurs initiatives en matière de gestion publique démontrent le dynamisme de l'administration indienne.

La mission « Smart City » relève le défi de l'urbanisation, du développement économique local et de l'amélioration des services publics locaux⁴

Le gouvernement a créé, en juin 2015, une mission spécialement dédiée aux « Smart Cities », qui dépend du ministère du Développement urbain (<http://smartcities.gov.in>). Sans définition précise et universellement reconnue du terme, le gouvernement s'attache à poursuivre trois objectifs majeurs⁵. La mission a pour but de favoriser le développement de « villes intelligentes » sur le territoire (100 sur 5 ans), avec des infrastructures et des services qui assurent une qualité de vie décente aux habitants, dans un environnement préservé et une utilisation accrue des nouvelles technologies. C'est un défi majeur car, en 2011, 31 % de la population indienne vivait en milieu urbain et contribuait à 63 % du PIB alors qu'en 2030, 40 % des Indiens habiteront en ville et créeront 75 % de la richesse nationale⁶. Un des piliers du développement des « Smart Cities » est l'amélioration de la gouvernance municipale grâce au numérique et à la participation citoyenne⁷. Il s'agit de privilégier les services en ligne afin d'éviter les déplacements des citoyens. Un budget de 1,2 milliard de \$ a été consacré à ce projet pour la période 2014-2015⁸. Le succès de cette réforme est lié à une autre ambition, celle de faire de l'Inde un « État numérique ».

1 <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/inde/presentation-de-l-inde/>
2 <http://www.lemoci.com/fiche-pays/inde/>
3 <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/inde/presentation-de-l-inde/>
4 <http://www.policyforum.net/building-tomorrows-cities/>
5 <http://smartcities.gov.in/writereaddata/What%20is%20Smart%20City.pdf>
6 <http://smartcities.gov.in/writereaddata/SmartCityGuidelines.pdf>
7 <http://smartcities.gov.in/writereaddata/What%20is%20Smart%20City.pdf>
8 <http://www.makeinindia.com/article/-/v/internet-of-things>

L'ambitieux programme « Digital India »⁹ afin de gérer la transformation numérique

Ce programme, doté de 83 millions de \$¹⁰, lancé par le Premier ministre, le 1^{er} juillet 2015, repose sur trois dimensions : la mise en place d'une infrastructure digitale pour chaque citoyen (développement de l'inclusion numérique avec création par exemple de 400 000 points d'accès public à internet), une gouvernance et des services numériques et le développement de la participation des citoyens¹¹. Parmi les projets les plus emblématiques, on trouve *MyGov*, qui est une plateforme de participation citoyenne (10 000 propositions reçues par semaine). Le coffre numérique (*Digital Locker System*) a pour objectif de faciliter les démarches administratives des Indiens, en consignnant en un seul endroit les documents administratifs, afin d'éviter les échanges physiques¹². *E-sign* permettra la signature électronique de documents grâce à un mécanisme d'authentification. Grâce au lancement d'applications mobiles, de multiples connexions avec les citoyens se révéleront possibles¹³. De nombreuses autres politiques sont prévues dans le cadre de ce programme afin de connecter et donner davantage de pouvoir à 1 250 millions de citoyens.

Le billet zéro roupie pour combattre le fléau de la corruption ordinaire

Selon l'indice de perception de la corruption 2015, publié par Transparency International, l'Inde se positionne à la 76^e place sur 186 pays avec un score de 38¹⁴. Le billet zéro-roupie est né, tout d'abord, d'une initiative d'un Indien non-résident, Satindar Mohan Bhagat, harcelé par de nombreuses demandes de pots-de-vin lors de visite dans son pays¹⁵. Il a décidé de créer un faux billet de banque à zéro roupie qui comporte la mention suivante : « Je m'engage à ne donner ou accepter aucun pot-de-vin »¹⁶. En 2006, Vijay Anand, a repris cette mesure au travers de la création de l'ONG 5th Pillar¹⁷. Cette action s'est révélée dissuasive car de nombreux témoignages attestent la crainte de représailles que cela suscite. Partie modestement avec l'émission de 25 000 billets, l'ONG a été victime de son succès puisque, depuis 2007, un million de billets déclinés en cinq langues et concernant plus de 600 institutions ont été mis en circulation. Cette campagne a contribué à faire évoluer les mentalités, elle fait partie des 18 bonnes pratiques recensées par la Banque mondiale¹⁸, et pourrait inspirer d'autres pays¹⁹.

Une réforme fiscale de grande ampleur : « une nation, une taxe »²⁰

La plus grande réforme fiscale, depuis 1947, a été adoptée par le parlement fédéral cet été (3 août 2016)²¹. La réforme appelée « *Goods and Services Tax Bill* », vise à mettre fin au « patchwork » fiscal datant des années 90, en instaurant une TVA fédérale (taux entre 17 % et 18 %) qui se substituera à de nombreuses taxes locales sur les biens et services (elle unifiera les multiples taxes perçues tant au niveau national qu'au niveau de l'État, y compris les droits d'accise, la TVA, les taxes de divertissement, sur les loteries, les paris et les jeux de hasard). Le ministre des Finances, Arun Jaitley, a annoncé que cette réforme améliorera le climat des affaires, et une hausse de 0,5 à 2 % de la croissance annuelle est attendue en retour²². La réforme devrait entrer en vigueur en 2017 mais doit passer le cap de l'approbation d'au moins la moitié des 29 États²³. Les bénéfices attendus sont importants : constitution d'un marché unique de 1,3 milliard de consommateurs, lutte contre l'évasion fiscale, et création d'emplois. « Les économistes et la Banque centrale attendent un meilleur rendement fiscal, une concurrence plus saine, un bond de la productivité et, après le choc initial, un recul de l'inflation »²⁴. Le gouvernement central s'est engagé à compenser les pertes financières que cette réforme entraînera²⁵.

Virginie Ma-Dupont

⁹ <http://digitalindia.gov.in/content/about-programme>
¹⁰ <http://www.makeinindia.com/article/-/v/internet-of-things>
¹¹ <https://blog.mygov.in/editorial/digital-india-the-vision-and-the-mission/>
¹² <https://m.yourstory.com/2015/07/digital-india-narendra-modi/>
¹³ <https://www.linkedin.com/pulse/what-digital-india-programme-effect-campaign-marketing-bhanu-garg>
¹⁴ <http://www.transparency.org/cpi2015>
¹⁵ <https://www.uco.edu/la/political-science/files/gatch/Zero-Ruppee-optimized.pdf>
¹⁶ <http://blogs.worldbank.org/voices/fr/l-idee-zero-roupie-contre-la-corruption-ordinaire-en-inde>
¹⁷ <http://www.5thpillar.org/>
¹⁸ <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/20185/898490WP0Chang0Box0385288B00PUBLIC0.pdf?sequence=1&isAllowed=y>
¹⁹ <http://lider-ci.org/un-billet-de-zero-roupie-pour-lutter-contre-la-corruption-une-solution-pour-la-cote-divoire/>
²⁰ Slogan du gouvernement dans le cadre de la réforme fiscale.
²¹ http://mof.gov.in/press_room/2016/GST_FAQ.pdf
²² http://www.nytimes.com/2016/08/04/world/asia/india-goods-and-services-tax.html?_r=0
²³ <http://www.publicfinanceinternational.org/news/2016/08/india-tax-reform-create-single-market-passes-parliament>
²⁴ <http://www.usinenouvelle.com/editorial/l-inde-au-bord-de-la-revolution-fiscale.N439172>
²⁵ http://www.lemonde.fr/economie/article/2016/08/04/en-inde-le-parlement-federal-adopte-la-tva-unique_4978259_3234.html